



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'Association **NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 4 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a cursive 'B' and 'S', all enclosed within a large, loopy oval.

Halima BENSALAH

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	42 828	38 545	4 283	12 848
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	176 523	136 650	39 873	27 670
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	4 090 615	3 234 195	856 420	771 544
Installations techniques, matériel et outillages industriels	492 604	385 297	107 307	84 192
Autres immobilisations corporelles	1 299 053	956 626	342 426	330 072
Immobilisations corporelles en cours	15 860		15 860	15 860
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	209 920		209 920	173 510
TOTAL I	6 327 402	4 751 313	1 576 089	1 415 697
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 375 719	3 163	1 372 557	1 015 733
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	374 506		374 506	469 844
Valeurs mobilières de placement	759 089		759 089	376 896
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 911 178		2 911 178	3 645 959
Charges constatées d'avance	18 728		18 728	19 218
TOTAL III	5 439 219	3 163	5 436 057	5 527 650
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	11 766 622	4 754 475	7 012 146	6 943 347

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	493 132	493 132
Fonds propres complémentaires	319 995	319 995
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	555 161	555 161
Autres réserves	2 253 917	2 105 154
Report à nouveau	239 333	214 296
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	175 087	150 050
Excédent ou déficit de l'exercice	300 750	59 907
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	64 758	117 416
Situation nette	4 162 289	3 747 646
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 436	6 076
Provisions règlementées	321 038	321 038
TOTAL I	4 488 763	4 074 759
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 268	94 268
TOTAL III	94 268	94 268
Provisions		
Provisions pour risques	133 631	239 127
Provisions pour charges	583 792	563 136
TOTAL IV	717 422	802 263
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	228 028	281 682
Emprunts et dettes financières diverses	18 231	23 199
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 777	249 183
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 208 869	1 260 508
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	63 338	52 884
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	21 451	104 601
TOTAL V	1 711 694	1 972 057
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 012 146	6 943 347

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	200	90
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	304 672	303 012
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	9 904 340	7 684 575
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	9 904 340	7 680 477
Subventions d'exploitation	1 978 029	2 257 478
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	302 452	211 817
Utilisations des fonds dédiés		36 750
Autres produits	32 254	9 417
TOTAL I	12 521 947	10 503 140
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	4 321 004	3 533 601
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	708 678	602 081
Salaires et traitements	4 655 916	4 102 197
Charges sociales	2 012 747	1 729 257
Dotations aux amortissements et dépréciations	254 741	282 571
Dotations aux provisions	121 849	130 687
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	99 540	104 998
TOTAL II	12 174 477	10 485 393
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	347 471	17 747

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 424	28
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 816	3 812
TOTAL III	14 240	3 840
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 131	7 329
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	10 131	7 329
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 109	-3 489
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	351 580	14 257
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	15 111	46 915
Sur opérations en capital	640	589
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	27 859	
TOTAL V	43 610	47 504
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	34 545	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	57 612	1 300
TOTAL VI	92 157	1 300
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-48 547	46 204
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	2 282	554
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	12 579 797	10 554 483
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	12 279 047	10 494 576
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	300 750	59 907
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	64 758	117 416

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	75 134	13 809
TOTAL	75 134	13 809
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	75 134	13 809
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	75 134	13 809

PRESENTATION DE L'ANRS

1. Objet social de l'ANRS

L'Association Nationale de Réadaptation Sociale (ANRS) a été créée le 8 mai 1961, déclarée à la Préfecture de Police le 19 mai 1961 et publiée du Journal Officiel de la République Française du 06 juin de la même année. Le fondateur de l'ANRS est le Ministère de la Santé et de la Population.

L'ANRS a été Reconnue d'Utilité Publique par décret en date du 23 mai 1975.

Initialement, l'ANRS avait pour mission des politiques publiques de mener une action de prévention de la prostitution et une action de réadaptation sociale en faveur des personnes en danger de prostitution ou s'y livrant.

Le début des années 1980 a été marqué par les premières lois de décentralisation qui ont réorganisé les transferts de compétences de l'Action Sociale. L'ANRS s'est appropriée cette nouvelle législation et a mis en place une profonde réorganisation structurelle et éducative. Elle a élargi son champ d'intervention avec l'accueil des jeunes en danger ou en difficulté pour les accompagner dans leur projet d'insertion dans la société.

Les orientations de l'ANRS ont été renforcées par la Loi d'orientation du 29 juillet relative à la lutte contre les exclusions et la Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

L'ANRS a rassemblé les outils propres à la protection de l'enfance, pour un public d'adolescents et ceux propres à l'insertion pour un public de jeunes adultes.

L'ANRS intervient auprès des jeunes dans le cadre de la protection de l'enfance, l'insertion et la formation pour le public le plus éloigné de l'emploi. Elle gère également une résidence sociale et un centre d'hébergement favorisant la prévention de l'errance.

2. Nature et périmètre des missions sociales réalisées par l'ANRS

L'ANRS réalise des mesures de protection de l'enfance, afin de protéger les adolescents et d'accompagner leur insertion. Les professionnels participent à la prévention des conduites à risque, de la prostitution et de l'errance. Pour ce faire, ils aident à la recherche d'hébergement et à l'accès au logement de droit commun. Ils proposent également des outils de formation adaptés.

Les activités de l'ANRS s'exercent à Paris et dans la région parisienne autour de trois missions principales :

- L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans avec un accompagnement vers le logement de droit commun ;
- La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents ;
- La formation à l'appui d'outils innovants

La concrétisation des missions de l'ANRS passe par les actions suivantes :

- Mettre en place une aide concrète et personnalisée dans un délai court ;
- Initier un processus d'insertion dont la personne est partie prenante ;
- Piloter la cohérence des interventions ;
- Travailler en réseau et partenariat ;
- Évaluer le travail réalisé.

3. Moyens mis en œuvre par l'ANRS

Conformément à son objet social et aux missions poursuivies, l'ANRS crée et assume la gestion des établissements et des services.

Pour chaque mission, l'ANRS dispose de services et d'établissements qui se présentent comme suit :

L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans :

- Service Insertion Jeunes (Paris 11ème) ;
- Permanence Accueil Jeunes (Paris 20ème) ;
- Résidence Sociale Tillier (Paris 12ème) ;
- Service Éducatif Logement Jeunes (Paris 11ème) ;
- Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) l'Airial (Argenteuil 95).

La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents :

- Service Éducatif pour Adolescents (Paris 10ème) ;
- Services d'Accueil d'Urgence 75 : Didot et Regnault (Paris 14ème) ;
- Foyer la Manoise (Argenteuil 95) ;
- Service Synergie (Paris 12ème).

La formation :

- Espace de Dynamique d'Insertion Émergence (Paris 11ème).

Les missions de l'ANRS sont financées par des recettes annuelles qui se composent :

- Du revenu de ses biens à l'exception de l'exception de la fraction annuellement capitalisée ;
- Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- Des subventions de l'Etat, de la Région de l'Ile-de-France, des départements, des communes et des établissements publics et de la Caisse des Allocations Familiales ;
- Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- Du produit des rétributions perçues pour service rendu.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Éléments significatifs survenus au cours de l'exercice

L'exercice 2023 a été ponctué par les événements suivants :

- La reprise des activités de milieu ouvert de l'ANEF Paris et de 12 salariés au 1er janvier 2023 ;
- Le Conseil Régional d'Ile de France met fin au financement des EDI, impliquant la fermeture du dispositif à très court terme ;
- L'arrivée de Stéphanie FERDOILLE au 1er mars 2023, nouvelle Directrice Générale en prévision du départ de Catherine THIBAUT le 17 mars 2023 ;
- La préparation de la fusion/absorption du CHRS MARJA ;
- A la demande de la Ville de Paris, création d'une nouvelle équipe dédiée à l'AEMO petite enfance ;
- Le déménagement des activités du milieu ouvert en avril 2023.

Évènements significatifs survenus depuis la clôture

Depuis le 1^{er} janvier 2024, les faits suivants sont survenus :

- Fusion effective avec Marja au 01/01/2024, reprise de 7 salariés ;
- Extension de service SEA-POMO , mesures supplémentaires ;
- Arrivée du nouveau Directeur du Pôle insertion au 22/04/2024.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe) ;
- L'indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2022 ont été établis et présentés conformément :

- Au Règlement ANC 2014-03 et au Règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé non commerçante et à but non lucratif au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 dans sa version homologuée le 29 décembre 2020, intégrant le Règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 homologué par arrêt du 26 décembre 2019 ;
- A l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux organismes gestionnaires ;
- A l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

I. Principes généraux

1. Immobilisations incorporelles et corporelle

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Le cas échéant, les intérêts des emprunts spécifiquement souscrits en vue de la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations pour la période précédant leur mise en service. Les autres frais d'acquisition des immobilisations sont constatés en charges de l'exercice d'acquisition.

Elles n'ont pas fait l'objet d'une décomposition suivant les directives des nouveaux règlements à partir des éléments antérieurement valorisés. Ceci n'a pas entraîné d'incidence ni sur la situation nette comptable, ni sur les amortissements. Les nouvelles immobilisations acquises depuis 2005 font l'objet d'une décomposition par éléments lorsque celle-ci est pertinente, notamment vis-à-vis de la valeur des biens considérés.

L'application des règlements n'a pas apporté de modifications dans la présentation de ces comptes. Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Par conséquent, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable dans l'entreprise :

- Constructions : 10 à 25 ans ;
- Agencements et aménagements : 5 à 15 ans ;
- Installations techniques : 6 à 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Mobilier et matériel de bureau : 3 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 à 6 ans.

2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3. Valeurs immobilières de placement

Les valeurs mobilières de placements sont valorisées à leur coût d'acquisition. Par rapport au cours de marché au 31 décembre 2023. Il n'y a pas de dépréciation.

a) Provisions réglementées et réserve de trésorerie

Les dotations au fonds de roulement sont calculées en fonction des budgets approuvés par l'administration (compte 141).

L'affectation par tiers des excédents de gestion des activités conventionnées est inscrite dans la rubrique « Réserves » (compte 10685).

b) Provisions pour congés payés

La variation de l'exercice de la provision pour congés à payer a été comptabilisée dans les comptes de charges. Cette provision n'est en général pas acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115922 « dépenses pour congés à payer ».

La dette provisionnée pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

c) Provision pour indemnités de départ en retraite

Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été calculés pour les membres du personnel âgés de 55 ans et plus au 31 décembre de l'exercice. Les provisions calculées à ce titre ont été comptabilisées et figurent dans les comptes pour un montant qui intègre les charges dues à ce titre.

Au 31 décembre 2023 le montant de la provision chargée s'élève à 555.408€. Cette provision n'est pas toujours acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115928 « autres dépenses non opposables aux financeurs ».

Pour l'ensemble des salariés, la provision est constituée dans les hypothèses suivantes :

- Taux d'évolution annuelle du salaire : 0.50% ;
- Taux monétaire annuel : 0.50% ;
- Table de mortalité INSEE 2009/2011 ;
- Taux de charges 54 % ;
- Turn-over moyen
- Age départ à la retraite : 62 ans

Au titre de l'exercice 2023 il est constaté une dotation nette de 20 665.60€.

d) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à l'arrêté des comptes. Elles sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine. Au 31 décembre 2023, le solde des provisions est de 133.631€ (hors les provisions pour indemnités de départ en retraite évoquées ci-dessus).

Compte tenu des méthodes de financement, la notion de provision plus restrictive du règlement 2016-07 de l'ANC n'est pas appliquée intégralement.

Toutefois, les provisions pour grosses réparations qui sont destinées à couvrir des charges importantes qui ne représentent pas un caractère annuel et ne peuvent être assimilées à des frais courants d'entretien et de réparation, sont constituées, quand cela est nécessaire.

5. Autres méthodes

a) Emprunts :

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

b) Différences sur réalisation d'actifs :

Sont affectées à ce compte les plus-values sur cessions ou sorties d'actif.

c) Agrégation des comptes annuels :

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun) et une activité propre. Chacun de ces établissements tient une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de service gérés en commun, correspondant aux frais de Siège, de 486.897€, et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent règlementairement exister.

d) Compte de résultat :

Les comptes de résultat étant soumis aux autorités de contrôle, ces chiffres ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

6. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Le Règlement ANC n°2018-06 apporte une nouveauté qui réside dans l'obligation de l'ANRS de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par l'ANRS. Elles sont comptabilisées en pied du compte de résultat.

Le montant des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2023 est de 75.134€ contre 13.809€. Il s'agit de dons alimentaires reçus par le CHRS pour l'année 2023. Leur valeur est estimée par les donateurs.

7. Rémunération des dirigeants bénévoles

Conformément à la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas rémunérés. Il s'agit du Président, du vice-président et du trésorier de l'association.

8. Engagements hors bilan : Articles R123-196 à R123-198 du code de commerce

a) Engagements reçus :

Garantie reçue du département du Val d'Oise à hauteur de 50% de toutes sommes dues au titre du prêt contracté par l'association auprès du Crédit Foncier en 2011 pour le financement de travaux d'aménagement d'un pavillon sis 8, rue du Paradis à Argenteuil, dans le cadre de l'extension du foyer La Manoise.

Montant de l'emprunt : 804 806 €
Date début de date de réalisation : 17/11/2011
Durée de l'emprunt: (réalisation + amortissement) 17 ans
Taux de l'emprunt à l'origine: 3,496% (indexé sur le taux du livret A)
Taux de l'emprunt en cours: 1,85%
Montant restant dû au 31 décembre 2023 : 228.028,49 €

b) Engagements donnés :

Hypothèque à hauteur de 402 403 € en principal, accessoires évalués à 30%, de 1er rang et sans concurrence au profit du Crédit Foncier sur l'immeuble propriété de l'Association sis 8, rue de Paradis à Argenteuil en garantie de la moitié de l'emprunt d'un montant de 804 806 €, d'une durée de 17 ans, consenti par le Crédit Foncier.

2. Effectif 2023 :

ETABLISSEMENT	Effectif			ETP réel
	N Cadre	Cadre	Total	
DG	1,00	5,00	6,00	6,00
SYNERGIE	8,00	3,00	11,00	10,20
SAU	29,00	4,00	33,00	31,50
SEA	31,00	3,00	34,00	34,00
SU	4,00	0,00	4,00	4,00
Pôle résidence	13,00	1,00	14,00	13,48
EDIE	0,00	0,00	0,00	0,00
Foyer	16,00	3,00	19,00	18,45
AIRIAL	9,00	3,00	12,00	11,27
TOTAUX	111,00	22,00	133,00	128,90

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	30 618
Conseils et prestations de services	
TOTAL	30 618

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	42 828		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	181 914		28 185
TOTAL	224 742		28 185
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre	1 018 863		
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions	2 954 974		237 388
- Techniques, matériel et outillage	477 860		65 184
- Générales, agencements et aménagements divers	370 789		753
Matériel : - De transport	148 348		25 513
- De bureau et informatique, mobilier	783 627		106 837
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	15 860		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	5 770 322		435 675
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	173 510		65 069
TOTAL	173 510		65 069
TOTAL GÉNÉRAL	6 168 574		528 929

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			42 828	
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		33 576	176 523	
TOTAL		33 576	219 351	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre			1 018 863	
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencés et aménagt. const.		120 611	3 071 752	
- Techniques, matériel et outillage		50 440	492 604	
- Gales, agencés et aménagt. divers		9 256	362 287	
Matériel : - De transport		11 862	161 999	
- De bureau et informatique, mobilier		115 697	774 767	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			15 860	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		307 866	5 898 131	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		28 659	209 920	
TOTAL		28 659	209 920	
TOTAL GÉNÉRAL		370 101	6 327 402	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement	29 980	8 566		38 545
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	154 243	15 981	33 575	136 650
TOTAL	184 223	24 547	33 575	175 195
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	840 343	10 920		851 262
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 361 951	141 593	120 611	2 382 933
Installations techniques, matériel et outillage industriel	393 668	42 069	50 441	385 297
Installations générales, agencements et aménagements divers	340 538	11 546	9 256	342 828
Matériel de transport	86 682	20 771	11 863	95 590
Matériel de bureau et informatique, mobilier	545 472	88 433	115 697	518 208
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	4 568 654	315 332	307 867	4 576 118
TOTAL GÉNÉRAL	4 752 877	339 879	341 442	4 751 313

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Besoin en fonds de roulement	301 005			301 005
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	20 032			20 032
TOTAL I	321 038			321 038
Risques et charges				
- Litiges	239 127	19 480	124 976	133 631
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	534 752	112 783	67 539	555 408
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions	28 384			28 384
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	802 263	132 263	192 515	717 422

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	3 163			3 163
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	2 424		2 424	
TOTAL III	5 587		2 424	3 163
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 128 887	132 263	194 939	1 041 622
- D'exploitation		132 263	192 515	
Dont dotations et reprises : - Financières			2 424	
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	209 920		209 920
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	1 375 719	1 372 556	3 163
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	403	403	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	184 000	184 000	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	190 103	190 103	
Charges constatées d'avance	18 728	18 728	
TOTAL	1 978 873	1 765 790	213 083

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	228 028	53 654	160 961	13 413
Emprunts et dettes financières diverses	18 231		18 231	
Fournisseurs et comptes rattachés	171 777	171 777		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	626 761	626 761		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	527 895	527 895		
Impôts sur les bénéfices	2 282	2 282		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	51 931	51 931		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	63 338	63 338		
Produits constatés d'avance	21 451	21 451		
TOTAL	1 711 694	1 519 089	179 192	13 413

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 461	49 735
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	788 555	868 190
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	822 016	917 925

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		16 986
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	169 069	196 710
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	169 069	213 696

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	21 451	104 601
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		21 451	104 601

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	18 728	19 218
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		18 728	19 218

Détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable	300 750	59 907
Reprise du résultat antérieur	482 960	230 547
Excédent ou déficit effectif global	783 710	290 454
Dont résultat effectif sous gestion propre	235 992	-57 509
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	547 718	347 963

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Evaluation externe	4 668					4 668	4 668
CITS 2017 et 2018	89 599					89 599	89 599
TOTAL	94 267					94 267	94 267
TOTAL GÉNÉRAL	94 267					94 267	94 267
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	94 267					94 267	94 267
TOTAL GÉNÉRAL	94 267					94 267	94 267
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL GÉNÉRAL				

Tableau de résultats des ESMS et proposition d'affectation

RESULTAT A AFFECTER					PROPOSITIONS D'AFFECTATION						
ETABLISSEMENT	Résultat comptable	Resultats antérieurs à affecter	Dépenses non opposables	Résultat administratif	Affectation en Réserves				Affectation en report à nouveau		
					Excédent Investissement	Excédent Couverture BFR	Réserve de compensation des déficits d'exploitation	Compensation Charges d'amortissement	Excédent réduction charges exploitation	Excédent financement mesures exploitation	Report à nouveau
DG	-82 639,32	2 046,80	-13 745,35	-94 337,87							-94 337,87
SAU	-9 411,30	18 772,63	6 267,90	15 629,23			15 629,23				
SEA - POMO	-124 561,06	119 905,36	68 077,89	63 422,19				63 422,19			
SYNERGIE	32 106,13	126 142,55	10 045,10	168 293,78			168 293,78				
FOYER	130 667,64	147 964,00	-2 516,52	276 115,12	150 000,00		126 115,12				
CHRS	118 595,68			118 595,68				118 595,68			
Sous Total	64 757,77	414 831,34	68 129,02	547 718,13	150 000,00		310 038,13	182 017,87			-94 337,87
SIJ	59 281,05			59 281,05			59 281,05				
PAEJ	36 386,70			36 386,70			36 386,70				
RT	10 042,15			10 042,15	10 042,15						
SELoJ	-5 611,02			-5 611,02							-5 611,02
EDIE	-26 650,38			-26 650,38							-26 650,38
CHRS HU 95	457,27			457,27			457,27				
CHRS HU 75	172 298,82			172 298,82			172 298,82				
GNC	-10 212,24			-10 212,24							-10 212,24
Sous Total	235 992,35			235 992,35	10 042,15		268 423,84				-42 473,64
TOTAUX	300 750,12	414 831,34	68 129,02	783 710,48	160 042,15		578 461,97	182 017,87			-136 811,51

Variation des fonds propres 431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	813 127				813 127
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 660 316	148 763			2 809 079
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	214 296	-88 856	113 893		239 333
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales	150 050	25 037			175 087
Excédent ou déficit de l'exercice	59 907	-59 907	300 750		300 750
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales	117 416	-117 416	64 758		64 758
Situation nette	3 747 646		414 643		4 162 289
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	6 076		7 200	1 764	5 436
Provisions réglementées	321 038		321 038		321 038
TOTAL	4 074 759		742 881	1 764	4 488 763

Commentaires : néant